

> [Analyses et témoignages](#) > [Afrique](#) > La France était le meilleur soutien de l'apartheid en Afrique du (...)

La France était le meilleur soutien de l'apartheid en Afrique du Sud

GILLES DEVERS

[envoyer par mail](#) | [Share](#) <105

9 décembre 2013

Article en PDF: 

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.



Une polémique à deux balles met en cause l'attitude du Front National vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Jean-Marie Le Pen expliquait, au moment de la libération de Nelson Mandela, que l'évènement ne l'avait « ni ému, ni ravi », en raison d'« une espèce de méfiance à l'égard des terroristes quel que soit le niveau auquel ils se situent ». De la vieille carne raciste...

Mais ce serait une grave erreur de focaliser sur Le Pen, et le rappel de quelques points d'histoire montre que tout le système était pourri. La France gaulliste, puis giscardienne, a été le meilleur soutien de l'Afrique du Sud du temps de apartheid. Eh oui.

Le tournant de l'Onu de 1963

Les Nations Unies se sont ouvertement engagées dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud à partir de 1963, par deux actes.

Le premier est la résolution 181 du 7 août 1963 du Conseil de sécurité appelant tous les États à arrêter la vente et la livraison d'armes, de munitions et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud.

Le second est la résolution 1899 (XVIII) de l'Assemblée générale du 13 novembre 1963 qui engage instamment tous les États à s'abstenir de fournir du pétrole à l'Afrique du Sud.

C'est-à-dire qu'à partir de ce moment-là, il ne pouvait plus exister de doute sur la nature raciste et criminelle du régime, et ce en particulier pour la France, membre du Conseil de sécurité, et omniprésente en Afrique, gérant par ses réseaux son ancien empire.

Or, la France va tout simplement s'opposer à l'ONU pour soutenir les racistes. Les bases du deal faisait partie des choix essentiels du général de brigade à titre temporaire De Gaulle Charles : tout est bon pour assurer la maîtrise du nucléaire.

De Gaulle bafoue l'ONU, ignore le crime et soutient l'apartheid

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

L'uranium sud-africain a été la condition de la réussite du nucléaire français. Acheté hors du contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, via sa filiale la COGEMA, le CEA a ainsi bénéficié de livraisons d'uranium pour 1000 tonnes par an, pendant plus de dix ans, un apport considérable, représentant la moitié des besoins.

Les contreparties ont été doubles.

D'abord, les ventes d'armes. Ces années ont été celles d'un flux constant de livraison de matériel militaire, malgré les résolutions que la France avait votées à l'ONU ! L'Afrique du Sud était isolée, et le marché était trop tentant... Le gouvernement français se justifiait par l'argumentaire fatigué de la distinction entre les armes défensives et offensives... une blague

éternelle, alors que l'Afrique du Sud cherchait en réalité l'expérience des militaires français dans les guerres d'indépendance. Sous De Gaulle et Pompidou, l'Afrique du Sud était le 3^e client pour l'armement... Dassault et la SNECMA se sont gavés.

Ensuite, le flux commercial. L'Afrique du Sud, prospère et maudite en Europe, a été une aubaine pour les entreprises françaises. En 1975, le Centre Français du Commerce Extérieur (CFCE) fait le bilan : « La France est considérée comme le seul véritable soutien de l'Afrique du Sud parmi les grands pays occidentaux. Non seulement elle lui fournit l'essentiel des armements nécessaires à sa défense, mais elle s'est montrée bienveillante, sinon un allié, dans les débats et les votes des organisations internationales ».

Giscard accélère...

Giscard, élu en 1974, accepte avec enthousiasme cet héritage, multiplie les contrats d'armements, double les importations d'uranium dans le contexte du choc pétrolier... et vend des centrales nucléaires par le contrat de Koeberg, en mai 1976. Mais, ce contrat est le coup de trop, et les réactions dans le monde obligent la France à abandonner l'Afrique du Sud, décidant en août 1977 de rejoindre l'embargo sur les armes. Ce qui ne remet pas en cause les marchés en cours, dont deux sous-marins Agosta...

Au service de cette complicité avec le crime, s'activait un puissant lobby, diabolisant la cause des Noirs en Afrique du Sud, mi-terroristes, mi-communistes... L'une des bases était le groupe parlementaire d'amitiés France Afrique, du Sud présidé par le gaulliste Raymond Schmittein, et dont le président d'honneur était Pierre Raynaud, l'ancien président du Conseil.

La présidence a ensuite été confiée au député Jacques Médecin, qui le 6 Juillet 1974, a signé le jumelage entre sa ville et celle du Cap. Le député communiste Virgile Barel avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, qui lui a répondu au *Journal officiel* du 10 août 1974 : « Les jumelages entre communes françaises et étrangères sont actuellement à la seule initiative des collectivités locales, l'Etat n'ayant pas de responsabilité en la matière et n'intervenant ni pour autoriser les jumelages, ni pour les soutenir financièrement. Au surplus, une intervention des autorités de tutelle dans ce domaine serait incompatible avec la loi n° 70.1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales »

En 1974, le jeune VGE ne risquait pas de sanctionner Jacques Médecin, alors qu'il intensifiait la coopération avec le régime de l'apartheid. Mieux : en 1976, il nommait Médecin secrétaire d'Etat au tourisme.

Source : lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr

[Apartheid - France - Nelson Mandela](#)

[Haut de la page - Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |

.....
Graphisme et Développement : Platanus studio